

Taux de chômage « naturel » : l’empreinte de Friedman

 alternatives-economiques.fr/taux-de-chomage-naturel-lempreinte-de-friedman/00086714

Gilles Raveaud, *Alternatives économiques*, 5 novembre 2018

En mars 1968, Milton Friedman prononçait son allocution en tant que Président de la prestigieuse Association Américaine d’Economie. Intitulée « Le rôle de la politique monétaire », elle resta célèbre parmi les économistes, car l’économiste y donnera sa définition de ce qu’est, selon lui, un « taux de chômage naturel ».

Confuse, la théorie de Milton Friedman consiste finalement à définir le taux de chômage « naturel » comme étant égal au taux de chômage... observé

Pourtant, comme on le verra, sa théorie est confuse, et elle consiste finalement à définir le taux de chômage « naturel » comme étant égal au taux de chômage... observé. Cependant, malgré ses faiblesses, elle aura un impact considérable bien au-delà de la profession, inspirant les « réformes » du marché du travail de ces dernières décennies.

Heureusement, des travaux plus récents montrent que l’approche de Milton Friedman est erronée, et qu’il n’est pas nécessaire de renoncer aux droits sociaux afin de défendre l’emploi.

Un taux de chômage d’équilibre général... mais avec beaucoup d’imperfections

Le texte de Milton Friedman est étrange. En effet, la définition qu’il donne du taux de chômage naturel est extrêmement vague. A le lire, son succès est donc difficile à comprendre.

Pour lui, il s’agit de souligner « ce que la monnaie ne peut pas faire ». Tout à sa lutte contre les keynésiens, dont le crépuscule approche, il veut montrer que la monnaie ne peut agir que sur des variables monétaires, comme le niveau des prix, mais pas sur des phénomènes réels, comme le chômage.

Tout à sa lutte contre les keynésiens, Milton Friedman veut montrer que la monnaie ne peut agir que sur des variables monétaires, comme le niveau des prix, mais pas sur des phénomènes réels, comme le chômage

A ses yeux, à un moment donné du temps, il existe un taux de chômage – théorique – qui est compatible avec des niveaux de salaires réels « à l’équilibre ». Si le taux de chômage observé est inférieur au taux de chômage d’équilibre, cela signifie que la demande de travail exprimée par les entreprises est forte, ce qui va pousser les salaires à la hausse. A l’inverse, si le taux de chômage observé est plus élevé que le niveau d’équilibre, il y a « trop » de chômeurs, et les salaires vont baisser.

De ce fait, le taux de chômage naturel est, selon Milton Friedman, « le niveau de chômage qui serait obtenu à partir d’un système walrasien d’équilibre général, à condition qu’il contienne les caractéristiques structurelles des marchés des biens et des services, y

compris les imperfections de marché, la variation stochastique des offres et des demandes, le coût nécessaire à la collecte d'informations sur les emplois vacants et les personnes à la recherche d'un emploi, les coûts de la mobilité des facteurs de production, etc. »

Que celle ou celui qui a compris lève le doigt !

Friedman, Keynes et les keynésiens

Que nous dit Milton Friedman ? Que l'économie, quel que soit son état réel, produit un certain taux de chômage, qui est... ce qu'il est. Il ne le qualifie de « naturel » que pour bien signifier qu'il ne peut pas être durablement diminué par la politique monétaire.

Or, sur ce point, l'économiste est, selon nous, assez proche de Keynes. Car il faut se rappeler que Milton Friedman reconnaissait la possibilité pour la politique monétaire de réduire le taux de chômage à *court terme*, grâce, selon lui, à une tromperie sur le taux d'inflation anticipé.

Or Keynes se plaçait lui aussi dans le court terme, et il ne nous semble pas que Keynes faisait de la politique monétaire un instrument d'action à long terme. Dans ce domaine, il faisait plutôt confiance à la politique budgétaire, par la hausse de l'investissement.

┆ Avec Milton Friedman, la théorie économique ressemble plus à du bricolage qu'à autre chose

De plus, on aura remarqué que Milton Friedman est très pragmatique. En effet, il mentionne toutes les « imperfections » susceptibles de faire varier le taux de chômage : structures de tous les marchés, recherche d'information, coûts liés à la mobilité...

Avec lui, la théorie économique ressemble plus à du bricolage qu'à autre chose. Et, si elle est clairement libérale, au moins, elle conserve une dose de réalisme. C'est ce réalisme qui sera ensuite perdu avec l'avènement de Robert Lucas et de la « nouvelle macro-économie classique », qui, contre toute évidence, niera toute efficacité aux politiques keynésiennes, même à court terme. Mais on se souvient que, pour Lucas, Keynes n'était tout simplement pas un théoricien digne de ce nom...

Une absence de théorie au succès foudroyant

En revanche, l'inconvénient majeur de l'approche de Milton Friedman, est que, sans surprise, des centaines d'estimations du taux de chômage « naturel » menées dans des dizaines de pays au cours du demi-siècle écoulé ont systématiquement « estimé » le taux de chômage naturel... au niveau du taux de chômage observé, à quelques nuances près.

De toute évidence, si Milton Friedman a autant marqué les esprits, c'est en raison des critiques que sa « théorie » lui permettait d'émettre à l'encontre du paradigme dominant, celui des keynésiens, bien plus que par son contenu positif.

┆ Il ne s'agit plus de rechercher les solutions au chômage « d'en haut », c'est-à-dire par la politique économique, mais « d'en bas », autrement dit par le marché du travail

De plus, il sera grandement aidé par la crise de 1973-1974, et par l'incapacité des politiques keynésiennes à répondre rapidement à la hausse simultanée de l'inflation et du chômage.

Ces raisons décisives vaudront au théoricien de Chicago en 1976, à 64 ans, l'attribution du prix de la Banque de Suède en mémoire d'Alfred Nobel.

Et c'est ainsi que se produit le plus grand basculement de la macro-économie depuis 1945. Il ne s'agissait plus de rechercher les solutions au chômage « d'en haut », c'est-à-dire par la politique économique (politique monétaire, politique budgétaire).

Le remède devait venir « d'en bas », c'est-à-dire du « marché du travail » – une expression rejetée par les institutionnalistes, marxistes, keynésiens, qui considèrent que le travail ne s'échange pas sur un marché, mais s'inscrit dans une relation d'emploi, hiérarchisée, au sein d'une organisation –, désormais au centre de toutes les attentions.

Emploi ou social, faut-il choisir ?

Milton Friedman est clair : ce n'est pas parce que le taux de chômage est « naturel » qu'il serait « immuable ». Tout au contraire, insiste-t-il, « de nombreux aspects des marchés qui déterminent son niveau dépendent d'actions humaines (*man-made*) ou de décisions politiques (*policy-made*) ».

┌ Selon Milton Friedman, le salaire minimum, le droit du travail, et les syndicats sont des institutions qui accroissent le taux de chômage naturel

Ainsi, selon lui, le salaire minimum, le droit du travail, et les syndicats sont des institutions qui accroissent le taux de chômage naturel. A l'inverse, de meilleures informations sur les emplois disponibles et sur les personnes à la recherche d'un emploi permettraient de le réduire.

Autrement dit, le modèle de référence de Milton Friedman est celui du marché du travail parfaitement concurrentiel, sans frictions ni imperfections, dans lequel l'offre s'ajuste instantanément et sans coût à la demande.

Il inaugure ainsi tout le courant de « l'économie du travail », représentée en France notamment par Pierre Cahuc et André Zylberberg, qui ne s'intéresse aux institutions que dans le but de les rapprocher du modèle abstrait de Walras, nulle part réalisé dans la réalité.

Ce tournant prendra les institutionnalistes à revers, en montrant que la théorie néo-classique est capable, elle aussi, de prendre en compte les institutions, même si c'est pour démontrer systématiquement leurs défauts et appeler à leur alignement sur le modèle de marché.

Friedman, OCDE (1994), même combat

Le moment de victoire le plus éclatant de Milton Friedman fut, sans doute, en 1994, la publication par l'OCDE de sa « Stratégie pour l'emploi ». Comme l'explique Michel Husson, ce document « constitue une véritable feuille de route pour les politiques néo-libérales contemporaines ».

A l'époque, l'OCDE dénonçait le fait que l'on avait, suite à la crise de 1973, « *poursuivi, pour atteindre des objectifs sociaux, des politiques qui ont eu pour conséquence involontaire d'accentuer la rigidité des marchés, y compris essentiellement ceux du travail* ».

La publication par l'OCDE de *Stratégie pour l'emploi* en 1994 « constitue une véritable feuille de route pour les politiques néo-libérales contemporaines », Michel Husson

En conséquence, il convenait de fluidifier le marché du travail : facilitation des licenciements, « assouplissement » du contrat de travail, durcissement des conditions d'obtention des allocations chômage, stagnation voire diminution du salaire minimum...

Malheureusement, ces potions amères ont été largement administrées dans tous les pays, sous la pression de la hausse du chômage, de la dégradation des comptes publics, et de l'avancée des idées néo-libérales.

Vers une remise en cause ?

Il faut cependant reconnaître à l'OCDE le fait d'être, en 2006, revenue sur son étude. En effet, le succès des pays scandinaves a conduit l'Organisation à reconnaître que des hauts taux de syndicalisation, une protection moyenne à élevée contre les licenciements, et des allocations chômage plus élevées qu'ailleurs (mais assorties de contreparties strictes) permettaient des taux d'emplois parmi les plus élevés du monde.

Les études empiriques se multiplient pour montrer que des niveaux de salaires décents favorisent la productivité et réduisent l'absentéisme

De même, aujourd'hui, les études empiriques se multiplient pour montrer que des niveaux de salaires décents favorisent la productivité, réduisent l'absentéisme, et donc diminuent les frais d'embauche. De plus, lorsqu'il existe un plancher pour les rémunérations, cela incite les entreprises à améliorer leur productivité, y compris dans des activités où les « mauvais emplois » sont légions, comme les abattoirs, la sécurité, ou l'hôtellerie-restauration.

C'est ainsi que l'introduction récente du salaire minimum au Royaume-Uni ou en Allemagne n'a donné lieu à aucun des effets négatifs prédits par les économistes libéraux. Au final, comme le note Alan Manning, professeur à la London School of Economics, [dans un récent article de synthèse](#), le consensus à propos du salaire minimum s'est inversé, passant de sa remise en cause à sa défense presque généralisée.

Le chômage n'a jamais été naturel

Il est évident qu'aucun phénomène économique n'est « naturel », et sûrement pas le chômage, qui est le résultat des politiques publiques, des décisions des entreprises, des choix des ménages et des individus, des normes sociales, des choix éducatifs, etc.

Mes étudiants sont d'ailleurs toujours très surpris lorsque je leur présente la théorie de Milton Friedman. Il faut vraiment être un économiste, me disent-ils, pour qualifier le chômage de « naturel », surtout que cela instille l'idée que le chômage est une fatalité à laquelle on ne peut rien.

Dans son texte, Friedman est précis : si dit-il, il utilise le terme de naturel, c'est, tout comme Wicksell avant lui, pour « *essayer de séparer les forces réelles des forces monétaires* ».

Nous partageons d'ailleurs avec Friedman l'idée que la politique monétaire n'est pas la solution au chômage, au-delà du court terme. Mais ce « court terme » peut durer quelques années, et sauver des vies, comme on l'a vu en 2008 lorsque les Banques centrales ont ramené leurs taux d'intérêt à 0 % pour limiter le massacre en cours.

il n'est écrit nulle part que des institutions solidaires – salaire minimum, allocations chômage, droit du travail, taux élevé de syndicalisation, forte représentation des salariés... – sont des obstacles au plein-emploi

Mais nous sommes en désaccord avec lui à propos de tout le reste : le chômage est bien un phénomène social, et il n'est écrit nulle part que des institutions solidaires – salaire minimum et allocations chômage permettant de vivre décemment, droit du travail afin de bâtir sa vie, taux élevé de syndicalisation, forte représentation des salariés... – sont des obstacles au plein-emploi.

Bien au contraire, des institutions sociales exigeantes autorisent un partage du pouvoir dans l'entreprise, et amènent les entreprises à faire des gains de productivité, ce qui les conduit à supprimer les mauvais emplois pour privilégier ceux de qualité.

Dans ce cas, un plein-emploi de qualité peut être atteint, à trois conditions : une fiscalité fortement redistributrice ; des services publics, et notamment un système d'éducation et de formation, extrêmement performants ; et une réduction-partage du temps de travail à mesure que les gains de productivité progressent.

Gilles Raveaud est maître de conférences en économie à l'Institut d'Etudes Européennes de l'université Paris 8 Saint-Denis.